

LA PERTE DU CAPITAL HUMAIN

L'ÉMIGRATION AUX ETATS-UNIS ¹

1er article.

L'émigration canadienne-française vers les Etats-Unis, quelle triste page de notre histoire nationale! Qu'en l'an 1923 l'on ait pu assister à un exode qui tout d'un coup nous a reportés aux jours malheureux de 1860-1890, c'est un terrible rappel de notre imprévoyance et de notre incapacité politique. Un petit peuple qui s'est laissé amputer de 500,000 membres en quelques années, et qui, à cinquante ans de distance, voit encore près de 100,000 des siens gagner la terre étrangère en douze mois, parce qu'ils ne trouvent pas de quoi vivre sur la terre de leurs pères, n'est pas un peuple dirigé ni gouverné, mais un peuple trahi à qui on tire dans le dos par insouciance, par légèreté, et par suffisance politicienne. Cinquante années durant l'on s'est encensé mutuellement, sans se préoccuper de faire disparaître la cause qui, à la première secousse économique un peu violente, produirait toujours le même effet. La vision de nos chefs parcourait toute la longueur de leur nez, mais s'arrêtait au bord de l'abîme soupçonné au bout de cet intéressant appendice. L'immédiat que pouvaient toucher leurs mains les fascinait; tout l'espace que n'embrassaient pas leurs bras courts, leur semblait muré.

Sauf de très rares échappées, l'imagination constructive leur a toujours fait défaut. Un gros sens pratique

¹ L'émigration aux États-Unis reste chez nous un problème capital. On ne s'étonnera pas que l'*Action française* y consacre deux articles. M. Durand traite son sujet avec une particulière vigueur. Qui ne préférerait cette opinion franche aux discours émollients qui bercent nos maux sans les guérir?

des nécessités les plus rapprochées de l'intérêt politique, de celles que l'on sent avant de les raisonner, les a mus et manœuvrés. Jamais, semble-t-il, on ne les a vus sous le signe de l'Esprit, précéder l'opinion, la créer, la contre-carrer ou la violenter, au besoin. Nous avons eu des gouvernants, quelques-uns très distingués, patriotes, mais nous n'avons jamais eu un État gardien d'une grande pensée française, ouvrier d'un grand dessein national, capable de patience, de ténacité, de continuité, de volonté. Est-il quelque chose qui puisse le prouver avec plus de force que ce phénomène constant de l'émigration? Eh quoi, notre sang coule abondamment, depuis plus d'un demi siècle, absorbé par une terre que nous ne sommes pas chargés de féconder, quand la nôtre se meurt d'anémie! Et pas un effort sérieux, un grand effort, un effort national, n'a été tenté pour panser cette blessure, pour la cicatriser! L'on se bat les flancs pour galvaniser une race autour d'une politique de ponts de fer ou de chemins gravelés! Tout est mis à contribution pour sauver une banque; l'on viole toutes les règles du droit pour s'assurer le monopole paisible de la vente des spiritueux, après avoir aidé à bouleverser la province pour l'entraîner à la poursuite d'une prohibition chimérique. Et pendant ce temps l'on ne fait rien, ou presque rien, pour empêcher une race toute entière de s'exiler. Nous sommes un million neuf cent mille français, dans le Québec, quand aux États-Unis nos compatriotes sont au nombre d'un million six cent mille. Encore cinquante ans de ce beau régime et la seule législature française d'Amérique sera elle aussi obligée de s'expatrier, si elle veut se trouver des administrés... français!

Mais n'anticipons pas!

* * *

L'émigration ne date pas de cette année. Voyons

brèvement ce qu'elle fut autrefois, ce qu'elle est aujourd'hui, quelles en sont les causes et les remèdes.

Dès la guerre de l'Indépendance américaine, des Canadiens français traversèrent la frontière pour prendre du service dans l'armée de Washington en révolte contre l'Angleterre. Le souvenir de la France récemment chassée de ce continent et prenant sa revanche en soutenant les 13 colonies, les attira sous l'étendard étoilé. Plus tard, en 1837, quelques "patriotes" qui avaient lieu de craindre des représailles du gouvernement de l'époque, durent gagner le Vermont et les états avoisinants. Mais ce n'est qu'en 1860, cependant, que commença de se dessiner le grand mouvement migratoire qui, en quelque trente ans, devait jeter dans les villes américaines près de cinq cent mille de nos compatriotes.

La guerre de Sécession venait de se terminer. Le machinisme était apparu; l'industrie prenait un essor prodigieux dans la Nouvelle-Angleterre et réclamait des bras. Nous lui en fournîmes. Par centaines, et par milliers, nos gens prirent la route des Etats-Unis. D'aucuns y virent un décret de la Providence et s'en accommodèrent à la façon des mères de famille qui se consolent de la perte d'un bébé en pensant qu'il y a un ange de plus au ciel. Nos compatriotes allaient porter là-bas le flambeau de la foi, conformément à leur mission providentielle. Les desseins de Dieu sont insondables, c'est vrai, mais il est permis de croire que si les Allemands, les Italiens et les Irlandais qui revendiquent pour eux la même mission, avaient pu trouver leur subsistance dans leurs pays respectifs surpeuplés ou écrasés sous le despotisme, ils n'auraient pas couru l'aventure en contrée lointaine. Peut-être aussi, les nôtres seraient-ils restés sur leur terre où la Providence les avait fait naître, s'ils y avaient trouvé à manger. En 1871,

80% de notre population vivait à la campagne. Nos produits agricoles, faute de marchés intérieurs autant qu'extérieurs, se donnaient littéralement. La terre ne payant pas et nos gens n'y pouvant vivre, ils cherchèrent ailleurs et virent s'ouvrir devant eux la route des Etats-Unis. Ils s'y engouffrèrent, affaiblissant par là notre force de résistance et rendant plus ardue, plus difficile, par l'émiettement, la survivance française en Amérique. Dis-seminez les Canadiens français par groupes de 10,000 sur toute l'étendue du continent nord-américain, au milieu de populations étrangères plus nombreuses, et vous réduisez à néant l'influence française et catholique. Une minorité n'a de force que si elle a de la cohésion. L'éparpillement engendre la faiblesse.

On attribua un grand nombre de causes à cette émigration. Le Père Hamon, jésuite, dans son livre, *Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre*, dit que "l'amour des aventures, inné chez le Canadien, le luxe, l'inconduite, le manque d'industrie, l'appât des salaires n'expliquent pas d'une manière satisfaisante ni la position qu'ont acquise les Canadiens émigrés, ni surtout la résolution arrêtée chez la plupart d'entre eux de se fixer dans leur nouvelle patrie. Il faut, je crois, ajoute-il, regarder plus haut pour comprendre cette émigration". Oui, mais peut-être pas seulement dans le sens indiqué par le bon Père. Si les causes qu'il énumère n'expliquent pas les effets qu'il a constatés, c'est peut-être qu'elles ne sont pas les seules, ni les principales, ni les plus vraies.

Je trouve singulier ce goût de l'aventure, "inné chez le Canadien", tant qu'il est au pays de ses pères, et qu'il remplace par la "résolution arrêtée de se fixer dans sa nouvelle patrie" aussitôt qu'il y est rendu. Je comprends mal que 500,000 individus rongés par l'inconduite et le

luxes quittent comme cela leur pays et qu'après quelques années de séjour en exil, l'on puisse les retrouver heureux et prospères au point de faire un livre pour dénombrer leurs richesses morales et matérielles.

Les causes ci-haut énumérées sont plutôt accidentelles, peuvent s'appliquer à quelques centaines de personnes, sur l'ensemble, mais absolument insuffisantes pour expliquer l'exode subit d'un demi million d'individus. Il est possible, comme le laisse entendre le Père Hamon, que le Ciel y soit pour quelque chose; mais, sans quitter la terre, je crois qu'on peut tenir pour assuré qu'il existe une cause qui s'applique à tous: la faim, conjuguée d'ignorance par manque de direction. On a traité de déserteurs ceux qui nous quittaient. De quel nom faudra-t-il qualifier ceux qui les ont vus partir quand ils étaient chargés de les garder en assurant les conditions de la prospérité publique, et qui depuis 50 ans n'ont virtuellement rien fait pour enrayer la procession des déménageurs? Mais, dira-t-on, les nôtres ont prospéré là-bas, ils font honneur au nom qu'ils portent, ils nous servent encore malgré leur éloignement. Et tout cela est vrai, dans une certaine mesure. Ils ne nous desservent pas, *là-bas*, mais leur absence nous dessert, ici. Ils sont aujourd'hui un million six cent mille, à part les quelques milliers que les circonstances de lieu et de temps ont fait s'évader de leur nationalité. En 1861 nous étions dans Québec 850,000 Canadiens français; nous devrions être aujourd'hui 4,500,000; et pourtant, quand nous nous comptons, nous ne trouvons ici d'origine et de langue française que 1,892,374 habitants.

En admettant que l'anglicisation n'ait pas absorbé un seul de ceux qui passèrent la frontière; en admettant que, restés au pays, leur multiplication n'eût pas été plus considérable; en admettant que le travail exténuant des

usines n'en ait pas fait disparaître avant l'âge normal de longévité plus qu'il n'en serait mort sur nos terres, s'ils y fussent restés, il se trouve que le nombre des Franco-américains, additionné de celui des Canadiens français du Québec forme un total de 3,492,374 habitants. Mettez ce chiffre en regard de celui de notre population française actuelle — 1,892,374 — et mesurez, si vous le pouvez, l'étendue de la perte que nous fit subir l'émigration aux États-Unis!

Nos frères, émigrés en Nouvelle-Angleterre, et traités là d'abord comme les Polonais, les Italiens ou les Ukrainiens dans l'Ouest, ont prospéré, dit-on. Peut-être, mais au prix de quels sacrifices, de quelles humiliations, de quel labeur? Imaginez que, par une politique qui ne se serait pas maintenue au-dessous de l'intelligence, ils aient pu être mis en demeure de dépenser ici la moitié seulement de l'énergie, de l'application au travail, des sacrifices qu'ils durent faire et déployer là-bas, et supputez l'avantage immense que nous en eussions retiré, qu'ils en eussent eux-mêmes retiré en vivant "chez eux", parmi les leurs, où ils auraient prospéré tout aussi bien qu'aux États-Unis.

Ceux qui partirent c'était surtout les jeunes, c'est-à-dire les plus susceptibles d'efforts, les plus adaptables, les plus capables de produire et de procréer. Quelle épouvantable fauchée dans nos rangs et quelle tristesse de penser que le petit peuple qui jette ainsi le plus clair de ses forces vives à tous les vents d'Amérique, est précisément celui qui aurait le plus besoin de se ramasser sur lui-même en concentrant ses énergies.

Mais la leçon a dû porter? On ne voit pas partir pendant dix années consécutives des milliers de nationaux, sans réagir violemment! Toutes nos autorités, sous la poussée de la terrible venette qu'elles venaient d'éprouver,

ont dû s'atteler à une besogne concertée suivant un plan d'ensemble conçu de haut, pour étancher à tout prix le vaisseau qui de toutes parts laissait fuir son contenu! Les dissidences de partis ont dû s'atténuer devant cette fuite des partisans. Les différents pouvoirs sociaux ont dû se chercher pardessus leurs dissemblances d'objectifs, pour travailler de concert à une œuvre de longue portée qui les touchait tous.

Des noms surgissent de l'Histoire qui rappellent de nobles initiatives, de beaux rêves, d'ambitieux visées. Le patriotisme le plus ardent, et le souci des âmes brûlaient ces apôtres, laïques et religieux, qui tentèrent de masquer le foyer d'appel hypnotiseur.

Mais cherchez l'œuvre ou l'institution nationale qu'on a fondée et qui pût être à la taille de l'immense tâche pour réparer le passé et mettre notre peuple en état de réaliser les conditions de son avenir, sur son territoire; cherchez cette œuvre et vous vous buttez à la théorie des quinze à vingt mille jeunes gens que sans interruption, depuis 80 ans, la légèreté de nos guides a laissé s'échapper vers le Sud! Capables de nous reproduire, nous n'avons pas été capables de nous organiser en vue de retenir nos petits. La seule tenacité dont nous puissions nous vanter, c'est celle de l'abandon, et la parole cruelle de Père Alexandre Dugré reste toujours vraie: "Ignorance et manque de guides à notre peuple aveugle, tel est le mal des quatre-vingts dernières années".

Si c'est là le bilan de tous nos efforts, admettons qu'il a été glorieusement couronné par l'exode des trois dernières années. M. Sauvé a dit en Chambre qu'en 1920-21 30,000 des nôtres nous avaient quittés, alors que 60,000 seraient partis en 1922. Et 1923? Nous n'en savons rien

de façon positive. On a parlé de 25,000, de 75,000, de 115,000 même. Lequel de ces chiffres se rapproche le plus de la vérité, personne ne saurait le dire avec exactitude. Mais il est un fait certain, c'est que la situation fut assez grave pour motiver une lettre collective de nos évêques, tout comme au pires jours du coulage le plus effréné, et assez angoissante pour arracher un cri de détresse à l'un de nos hommes politiques le moins susceptible de se décerner un blâme public. Il y eut eu un moyen efficace de se renseigner si l'on avait tenu en certains quartiers à connaître une vérité par trop accusatrice, peut-être. Le gouvernement pouvait demander aux curés de toutes nos paroisses de lui adresser un tableau des fuyards, de leur nombre, de leur destination, des biens approximatifs qu'ils emportaient. La *Ligue Nationale de Colonisation*, c'est-à-dire l'initiative privée se substituant une fois de plus au pouvoir public absent d'une question vitale, a tenté de faire cette statistique. Douze cents curés ont été interrogés. Cinq cent trente-neuf se sont donné la peine de répondre; six cent soixante-et-un, un peu plus de la moitié, se sont abstenus qui auraient peut-être répondu à un questionnaire officiel. Il en résulte forcément que les chiffres de la Ligue n'ont qu'une valeur très relative, sur lesquels il est impossible de fixer une certitude, et cependant ils nous révèlent que plus de 22 mille Canadiens ont quitté 539 de nos 1200 paroisses, quelques-uns pour nos villes, d'autres pour la république yankee. Si nous multiplions ce chiffre par deux, nous touchons immédiatement au total effarant de 45 mille disparus de la campagne en un an, soit l'équivalent de deux villes comme Trois-Rivières qu'on aurait subitement englouties dans le St-Laurent. Et cependant, la statistique de la Ligue n'a trait qu'aux ruraux, elle ne touche pas, croyons-nous, aux

ouvriers des villes. A combien, alors, faudrait-il donc porter le total pour atteindre à la vérité?

Chacun sait quelle est la situation industrielle dans notre Province. Chacun sait quelle accumulation d'impôts on a entassé sur les épaules des contribuables. Chacun sait à quelle hauteur se maintient chez nous le coût de la vie et comme ont dégringolé les salaires. Combien d'ouvriers chargés de famille, écrasés de dettes et abrutis de chômage, ont cru qu'une ballade "aux États" pourrait peut-être améliorer leur sort, certes. S'en tous cas qu'elle ne pourrait pas l'empirer? Personne ne peut le dire. Mais si 45,000 ruraux prisonniers de leur village, plus assis par définition que le perpétuel déménageur du "tenement" des villes, se sont décidés à lever le pied, il ne sera pas exagéré de dire, je pense, qu'au moins 25,000 ouvriers ou journaliers ont mis la frontière entre eux et nous. Soixante et dix mille des nôtres auraient ainsi quitté leur foyer, dont au moins la grosse moitié pour s'en aller aux États-Unis. Supposons que 30,000 s'en seraient allés en Nouvelle-Angleterre, quelle perte! Les économistes qui parlent toujours de "valeur", estiment à \$5,000.00 le capital que représente un jeune homme de 15 ans. Multiplions par 5 ce chiffre de 30,000 et nous voilà forcés de porter au compte des profits et pertes pour 1922-23, la somme fantastique de \$150,000.000. Comme le "surplus" du trésorier provincial est reluisant en regard de cette modeste somme de \$150,000,000! Projetons maintenant ce cent cinquante millions dans le temps, laissons-le rouler d'année en année, s'augmenter, s'accumuler, s'accroître de tous les efforts, de tout le travail, de toutes les peines de 30,000 individus qui vont produire, créer de la richesse, entasser des biens, faire souche de nouvelles énergies, lesquelles à leur tour recommenceront l'éternel cycle, et

essayez d'imaginer ce que représente, en vulgaires piastres et sous, la soustraction charnelle que vient de subir notre corps social. C'est à confondre l'imagination. Ah, nous avons lieu d'être fiers de nos "achievments"! Le taux de la mortalité infantile dans Québec, bien qu'il diminue, est encore le plus élevé du Dominion. Il en est de même pour la tuberculose. Ceux de nos enfants que la tombe, l'hôpital ou le sanatorium ne réclament pas immédiatement, s'enfuient sous un autre ciel, dès qu'ils sont en âge de se sauver avec leur maigre baluchon. Si, en pareille matière, il pouvait être permis d'ironiser, comme il serait agréable de nous congratuler de nos œuvres contre la mortalité infantile pour garder vivants les petits que nous enverrons plus tard en terre étrangère, "weaver" des dividendes pour les capitalistes américains. Et comme il faudrait nous féliciter aussi de nos lois d'assistance publique "pour organiser la charité" au profit des pauvres malheureux de chez nous que leurs infirmités auront empêchés de prendre le train pour des Holyoke enchanteurs, ou qu'on aura refusés à la frontière pour leur permettre de passer d'abord dans nos dispensaires anti-vénéériens...

Merveille de prévoyance et de clairvoyance! Fécondité prodigieuse d'une part, coulage inlassable de l'autre, sous l'œil paternel de tous nos chefs, de ceux que la démocratie, bonne-fille, enfantait aux honneurs et au pouvoir, comme sous l'œil des autres classes dirigeantes qui ont l'air de n'avoir jamais rien su diriger. Réalistes quant à leurs petites affaires de parti, de personnes, ou de chapelles, il ne paraît pas qu'ils aient jamais eu la perception d'une politique d'ensemble, capable d'embrasser par les cimes les grands intérêts d'une race et d'une province.

En 1881, notre population urbaine était de 311,104 habitants et notre population rurale de 1,047,923. En 1921,

notre population urbaine est montée à 1,323,071, et notre population rurale qui, en ce laps de temps, aurait dû atteindre à près de deux millions et demi, est descendue à 1,038,128 habitants. En sorte qu'après quarante ans de *colonisation intensive* et de *progrès en agriculture*, notre population rurale, non seulement n'a pas augmenté comme elle aurait dû, mais elle est même descendue au-dessous du niveau de 1881. Cette façon de coloniser dans nos villes, ou dans les villes des autres, doit nous être proprement originale!

En 1891, 217,061 Canadiens s'adonnent à l'agriculture. En 1911, après vingt ans de succès, de progrès et de réussite, à nulles autres comparables, ce chiffre est tombé à 204,616. En 1920, il y avait dans notre province 143,958 exploitations agricoles. En 1921, il n'y en avait plus que 142,017; en 1922 il en restait encore 137,775. En trois petites années 6,000 exploitations agricoles ont été abandonnées. La Gazette officielle de Québec (janvier 1924) annonce par fournées de 5,000 à la fois la vente à l'enchère, par le shérif ou le conseil de comté, de propriétés rurales des régions de colonisation aussi bien que de certaines vieilles paroisses. C'est une frénésie de ruines!

D'année en année depuis 10 ans, le surcroît de nos naissances sur nos décès a varié depuis 38,000 jusqu'à 55,000. Où est passé ce surplus dont on parle moins que celui des politiciens qui s'étale dans les gazettes, mais qui semble bien disparaître aussi rapidement? De 1910 à 1921, notre population a augmenté de 356,229; et pourtant le surcroît de nos naissances sur nos décès pour la même période a atteint le chiffre de 524,105. Où sont allés les 200,000 autres? Ils ne se sont pas volatilisés. S'ils ne répondent pas à l'appel, ici, c'est qu'ils sont partis se faire inscrire ailleurs. Pourquoi?

LOUIS D. DURAND, avocat.

Avril 1924 Causes et remèdes.